



Conférence

VERS UN NOUVEAU MODE DE CROISSANCE DE L'ÉCONOMIE CHINOISE.

Par Jean François Huchet, professeur à l'institut national des langues et civilisations orientales.



À La fin du 18ème siècle, deux économies majeures se développent en plus de celles de l'ouest, la Chine et l'Inde, qui rentrent dans un déclin séculaire ensuite, jusqu'au redémarrage dans les années 1970. Pour les chinois, cette question du retour sur la scène internationale est très importante, car c'est la fin d'une tragédie humiliante et la Chine n'a jamais connu une croissance aussi longue dans son histoire.

La crise asiatique en 1997 a beaucoup inquiété les dirigeants chinois mais dans les années 2000, la croissance s'est envolée. Depuis 2004-2005, la Chine réfléchit à la soutenabilité de son modèle de développement, en raison des problèmes environnementaux certes, mais aussi à la suite de l'observation d'une baisse relative de la consommation par rapport à la croissance de l'investissement. Or les moteurs de la croissance chinoise sont l'investissement et l'excédent commercial. Il y a donc un risque, bien compris par les dirigeants chinois.

En effet, les richesses sont mal partagées, en faveur des entreprises et pas des salariés, schéma classique du développement de type capitaliste, qui permet un auto financement élevé des entreprises. À partir de 2004-2005, cela devient une faiblesse, car la demande ne permet plus d'absorber la production. La Chine déverse alors ses produits à l'extérieur et place les surplus dans des dettes souveraines américaines et européennes. Mais le risque est grand si le commerce international diminue. Or c'est ce qui est arrivé depuis 2008. Il a fallu donc réagir pour compenser la perte de ces débouchés, et l'état a lancé un plan de relance (3 à 4 milliards), pour créer des grands projets d'infrastructure. Mais encore une fois, la croissance dépend de l'investissement, public en particulier. L'investissement demeure plus élevé que la croissance, donc le problème s'aggrave, avec le risque de la fuite en avant. En 2012, les risques de bulle sont élevés dans l'immobilier, et dans l'industrie lourde (stocks importants).

De plus, les gouvernements étrangers savent qu'ils ne peuvent pas continuer à s'endetter avec la Chine, et installent des systèmes de protections et des relocalisations. Donc la Chine doit régler la question des inégalités de répartition de la richesse à l'intérieur car le financement de la croissance par la dette, d'état, des banques, ou grise (illégal) a ses limites (c'est le même problème au Japon, avec une dette publique à hauteur de 200 % du PNB).

Les chinois le savent, mais rien ne change pour le moment.

Les inégalités de richesses sont considérables, y compris pour les revenus gris de l'économie parallèle, qui repartent à l'étranger dans des circuits spéculatifs.

Alors, que faire ?

- **Partager les revenus est une priorité.** L'évolution démographique va y aider, car la population vieillit à une vitesse extrême (du jamais vu dans le monde) ce qui va modifier le marché du travail : La classe d'âge des trentenaires diminue et des tensions commencent à être perceptibles sur le marché du travail. 50% des salariés ont plus de 40 ans, les migrants de l'intérieur sont éduqués, et savent qu'on a besoin d'eux. Les salaires augmentent depuis quelques années. Mais cela ne suffira pas, car les entrepreneurs privés sont réticents, et aussi parce que le yuan et les prix du foncier montent et pèsent sur les revenus. L'état parviendra t-il sans négociations syndicales et surtout sans mouvement social violent, à changer cette redistribution des richesses ?

- **Réformer le système bancaire est essentiel aussi,** car les rémunérations des comptes de dépôt des particuliers sont faibles, inférieurs à l'inflation. Le gouvernement souhaite intervenir pour changer ce système et envisage des réformes, par exemple, dans la nouvelle région économique de Shanghai. Cela suppose que le gouvernement contrôle moins les banques, ce qui va dans le sens du libéralisme financier, et cela les inquiète.

- **enfin, la protection sociale devrait être renforcée,** car elle est très faible : il y a peu de retraites, et pas de sécurité sociale. La nouvelle équipe au pouvoir augmente les dépenses sociales mais c'est lent. Les migrants en particulier, sont peu protégés.

En novembre 2013, le plenum du PC chinois devrait annoncer des réformes majeures.

Anne Calvet